



Les programmes de renforcement du leadership et des activités socio-économiques des femmes des organisations paysannes (OP) dans la Région des Grands Lacs

C'est en 2010 que le CSA s'est engagé dans le financement de projets dans la Région des Grands Lacs (Burundi, Congo RDC et Rwanda) en appuyant des OP actives dans ces 3 pays. Le programmes de renforcement du leadership et des activités socio-économiques des femmes des organisations paysannes (OP) dans la Région des Grands Lacs est mené dans le cadre du programme d'AGRICORD « Fermiers contre la pauvreté », auquel participent le CSA et la FWA (voir Plein champ des 3 février et 17 mars 2011). Ce projet participe d'un programme régional plus vaste concernant ces six organisations paysannes de la Région des Grands Lacs, initié par Agriterra, un autre membre d'AgriCord.

La coopération du CSA avec les OP des Grands Lacs

La première phase du projet mené par ces organisations paysannes a débuté en 2010 (avec un budget de 50.000 euros) et visait au renforcement du leadership féminin. Une deuxième phase sera menée en fin 2011 et 2012 (avec également un budget de 50.000 euros), plus axé sur le renforcement économique des activités des agricultrices. L'accent sera mis sur l'accompagnement des femmes entrepreneuses dans la réalisation de « business plans » et la création d'activités économiques.

Dans le cadre de cette deuxième phase du projet, la CAPAD a sollicité l'UAW en vue d'entamer des échanges. La CAPAD propose donc de commencer une collaboration par la réalisation d'une première mission de contact (d'« exploration ») au Burundi. L'idée est d'envoyer une ou deux personnes de l'UAW (dates à déterminer entre décembre 2011 et avril 2012) pour que celle(s)-ci viennent découvrir les activités de la CAPAD, la vie des paysannes du Burundi. La ou les représentantes de l'UAW rendront compte ensuite aux membres de l'UAW de la situation sur place. Cette première mission aura pour objectif de déterminer des pistes de collaboration avec l'idée sous-jacente de « Que pouvons-nous nous apporter mutuellement ? ». Les possibilités d'échanges portent sur les capacités d'organisation, de transformation, de vente directe, d'ajout de valeur ajoutée, de commercialisation,...

Appuyer le leadership Féminin, c'est augmenter le pouvoir des femmes dans les organisations

A la base de ce projet rassemblant la CAPAD, LOFEPACO, FOPAC Sud Kivu et FOPAC Nord Kivu, IMBARAGA et ..., il y a la volonté de renforcer le leadership des femmes et aider au développement économique des ménages. Cela implique de diagnostiquer les freins au leadership des femmes, à leur implication au niveau des organes de décision, au sein des différentes organisations

Pour Annick Sezibera, secrétaire exécutive CAPAD, les guerres ont également fortement contribué à la dégradation de la situation des femmes. Pour améliorer durablement la situation des femmes, un gros travail devrait être réalisé sur les problématiques suivantes :

- L'accès à la terre pour les femmes
- Mesures liées à la reproduction : Informer les femmes et développer des services pour l'espace-temps/la limitation des naissances
- Accès au financement pour les femmes

Interview d'Annick Sezibera (secrétaire exécutive CAPAD)

Bruxelles, le 10 novembre 2011

Depuis quand existent les OP dans la Sous-région des Grands lacs ?

Si en RDC (Congo), les OP sont plus anciennes (1990-92), dans les autres pays de Grands lacs, l'émergence des OP a été empêchée par la situation de guerre.

Les premières organisations membres de la CAPAD existent depuis 2000, mais la CAPAD (Confédération des Associations de Producteurs Agricoles pour le Développement) a été agréée en 2003. Elle est la plateforme nationale des producteurs de cultures vivrières et maraîchères. Elle regroupe 72 coopératives composées de groupements locaux, eux-mêmes constitués d'une dizaine de ménages. Au total, la CAPAD rassemble plus de 20.000 ménages, dont 70% sont représentés ou gérés par des femmes.

Notons qu'avant la création des OP existaient des mouvements coopératifs étatiques, mais la faillite des structures coopératives a entraîné le désintérêt des populations.

Quels sont les problèmes essentiels auxquels sont confrontés les producteurs/trices de la région ?

L'accès aux facteurs de production : semences de qualité, fertilisants. Les difficultés pour les engrais organiques résultent de la disparition du bétail durant les guerres et la perte des savoir-faire paysan en matière d'entretien des sols, à laquelle le marketing des firmes d'engrais chimiques a aussi contribué.

L'accès au financement (crédit) : les banques et les institutions de micro-finance considèrent que l'activité agricole comporte trop de risques, dans un contexte d'absence de fonds de calamités. En outre pour accéder au crédit, on exige des garanties, des hypothèques, alors que les paysans n'ont pas de titres de propriété et que tout est centralisé à Bujumbura. Les taux sont très élevés (3% mensuel plus les frais de dossier), sauf pour certaines cultures de rente bien commercialisées.

L'accès à la terre : les terres disponibles sont insuffisantes dans un contexte de forte natalité. Un morcellement des terres intervient à chaque génération, ce qui entraîne la surexploitation des terres.

Il y a aussi un retard technologique en ce qui concerne la transformation des produits alimentaires. Bien que la loi sur les investissements est devenue plus favorable aujourd'hui.

Plus spécifiquement pour les femmes : elles n'héritent pas de la terre, mais travaillent la terre de leurs maris. Des problèmes existent aussi



La secrétaire de la CAPAD, entourée de leaders d'OP africaines lors d'un séminaire sur la recherche agricole à Bruxelles en septembre 2011

pour la production et l'écoulement de la production (problèmes d'infrastructures alors que les produits sont périssables.

Que font les OP face à ces difficultés ?

La CAPAD a organisé des mutuelles de solidarité, où les femmes se regroupent et fixent elles-mêmes des règles avec des taux peu élevés (5%), ce qui leur permet d'investir dans des activités génératrices de revenus (petit commerce, élevage...). Aujourd'hui, la micro-finance soutient les mutuelles.

Afin de permettre aux mutuelles de femmes d'être autonomes et d'éviter l'empiètement des hommes, on a aussi créé des mutuelles pour les hommes.

Au sein de la CAPAD, on trouve 70% de femmes, mais sont rares dans les organes de direction.

Outre les raisons culturelles et de coutume, les femmes n'accèdent pas à ces postes parce qu'elles n'ont pas le temps de s'investir. Bien que les réunions des groupements aient lieu en dehors des périodes de travaux des champs, il se fait qu'alors, elles soient la plupart du temps retenues par les tâches ménagères. L'analphabétisme, qui touche 68% des femmes, est une autre cause importante.

De ce fait, la CAPAD a d'abord renforcé les capacités des hommes (qui participaient plus dans les activités).

La CAPAD a dès lors mené une politique visant à renforcer la place des femmes dans les institutions, via des quotas de postes (50%) et des actions d'alphabétisation fonctionnelle.

Concernant l'accès à la terre, il n'y a pas de consensus au sein de la CAPAD, le gros problème étant la barrière culturelle, les femmes elles-mêmes ne voulant pas avancer sur ce terrain. On a alors surtout travaillé à la sécurisation foncière.

Concernant les semences, on a établi des relations avec les centres de recherche du Burundi, la CTB et la FAO, mais beaucoup de problèmes subsistent (manioc et pommes de terre), même si la CAPAD a bien avancé pour la filière riz.

Concernant les engrais, c'est le Ministère de l'agriculture qui les commercialise, ce qui pose le problème de l'absence d'arbitre en cas de conflit.

Pourquoi avoir opté pour des programmes de renforcement politique et économique des paysannes ?

Dans les organisations de base, on retrouve

surtout des femmes. Comme ce sont surtout les femmes qui cultivent, elles ont besoin de réponses, de se regrouper, d'ailleurs pas uniquement pour aborder des questions agricoles, mais aussi des questions de la vie de tous les jours. Malheureusement, au moment de planifier, on a souvent oublié cet aspect.

On a réfléchi sur l'absence des femmes, en particulier lors des échanges régionaux entre OP qui ont porté sur les expériences et cela a permis de mieux comprendre comment faire.

Les OP ont compris entr'autres que le renforcement ne se fait pas lorsque les femmes remplacent les hommes, mais lorsqu'elles font des choses complémentaires.

En dehors du renforcement des capacités des femmes, on a vu qu'il était nécessaire aussi d'améliorer leurs conditions économiques, afin qu'elles disposent de plus de moyens. Et cela améliore également leur statut social.

A la CAPAD, on a travaillé tant avec les hommes qu'avec les femmes. Mais il a fallu tenir compte du fait qu'au départ, c'étaient les hommes avant tout qui bénéficiaient du renforcement des capacités.

A la LOFEPACO, on a compris qu'il ne fallait pas travailler seulement avec les femmes, mais qu'il fallait impliquer les hommes également (ce qui est par exemple indispensable pour assurer des remboursements). Le volet d'échanges régionaux est important dans ces avancées, de même que la coordination régionale entre OP, qui permet la permanence de ces échanges.



Cette page mensuelle est réalisée par le CSA - Collectifs Stratégies Alimentaires asbl. Le CSA est une ONG (agri-agence) membre d'AgriCord. Editeur responsable: CSA, Daniel Van Der Steen - 184 D, Boulevard Léopold II 1080 Bruxelles. www.csa-be.org Avec le soutien de la DGD (Coopération belge)